

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 15/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOMMER NEEDLEPUNCH

341 rue de la Mairie
59780 Baisieux

Références : 25092025_SOMMER NP_BAISIEUX
Code AIOT : 0007000952

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement SOMMER NEEDLEPUNCH implanté 341 rue de la Mairie 59780 Baisieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de la visite d'inspection du 25/09/2025 sur le site de SOMMER NEEDLEPUNCH à BAISIEUX est le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/01/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOMMER NEEDLEPUNCH
- 341 rue de la Mairie 59780 Baisieux
- Code AIOT : 0007000952
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOMMER NEEDLEPUNCH est spécialisée dans la fabrication de revêtements de sol textiles événementiels et de gazons synthétiques. Les revêtements sont fabriqués à partir de fibres de polypropylène. Ces fibres polypropylène sont elles même produites sur site par extrusion de granulés.

Pour la finition des produits, le site dispose de deux rames d'enduction des textiles polypropylène produits. Cette enduction consiste en l'application d'un revêtement composé de latex, d'eau et éventuellement d'un retardant feu.

Les installations fonctionnent en continu et emploient une centaine de personnes.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures de protection contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 29/01/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures de protection contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 29/01/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Par l'arrêté préfectoral du 29/01/2024, l'exploitant a été mis en demeure de respecter les dispositions des articles 36.7 et 36.8 de l'arrêté préfectoral du 19/01/2005.

Les dispositions de l'article 36.7 concernant la présence de détection incendie dans les cellules de stockage sont respectées.

L'exploitant a été mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 36.8 car la vérification annuelle des robinets d'incendie armés n'avait pas été réalisée en 2022. Celle-ci a été réalisée en 2025. **L'inspection propose à monsieur le préfet d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/01/2024.**

Néanmoins le rapport mentionne un nombre important d'extincteurs à remplacer. Une commande de nouveaux extincteurs est validée pour une livraison prévue les 30 et 31 octobre 2025.

L'inspection demande à l'exploitant la transmission du bon de livraison dès mise en œuvre. En l'absence de transmission des éléments demandés, l'exploitant s'expose à des sanctions administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures de protection contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/01/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : La société SOMMER NEEDLEPUNCH, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 341 rue de la mairie, 59780 BAISIEUX, est mise en demeure de respecter : Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 36.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 janvier 2005 ; [...]
Constats : L'exploitant a réalisé des travaux de mise en place d'une détection incendie dans les cellules de stockage 7, 8, 9, 10, 68, 72, 79, 80, 81 et 34 ter. La détection a été mise en service fin novembre 2024 : vu le rapport de mise en service réalisé par la société CEMIS le 28/11/2024. Lors de la visite des cellules citées ci-dessus, l'inspection a constaté la présence de détecteurs optiques linéaires, de déclencheurs manuels et d'avertisseurs sonores dans ces cellules. La cellule 88 a été équipée d'une détection incendie avant ces travaux. La cellule 54 n'est plus une cellule de stockage, c'est un local de charge. L'inspection a bien constaté la présence d'une détection incendie dans toutes les cellules de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de protection contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/01/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : La société SOMMER NEEDLEPUNCH, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 341 rue de la mairie, 59780 BAISIEUX, est mise en demeure de respecter : Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 36.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 janvier 2005 ; [...]
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les rapports de vérification des moyens de lutte contre l'incendie suivants : - extincteurs (vérifiés le 22/08/2025 par LST)

<p>- robinets d'incendie armés (vérifiés le 29/08/2025 par LST)</p> <p>- poteaux incendie (2 poteaux publics vérifiés le 02/08/2023 par NOREADE et 4 poteaux privés vérifiés le 31/05/2023 par AAI).</p> <p>Le rapport de vérification des extincteurs indique que 117 appareils sur 385 sont à remplacer pour cause de vétusté. L'exploitant a transmis le 29 septembre 2025 le bon de commande n°P2510608 signé à la société LEBOULANGER SECURITE pour le remplacement des extincteurs. La livraison est programmée les 30 et 31 octobre 2025.</p> <p>Le rapport de vérification des RIA indique un bon état de fonctionnement des appareils.</p> <p>Les rapports de vérification des poteaux indiquent un débit opérationnel pour le SDIS. 2 forages alimentent les poteaux incendie internes via un surpresseur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Presque le tiers du parc d'extincteurs est à remplacer.</p> <p>Tous les extincteurs ne sont pas opérationnels conformément à l'article 36.8 de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2005.</p> <p>L'exploitant a signé un bon de commande pour le remplacement des extincteurs vétustes. Leur livraison est prévue les 30 et 31 octobre 2025 .</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant la transmission du bon de livraison des extincteurs après cette prestation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>